**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXEES
A L'ARRETE N° 1035-2017/ARR/DENV DU 4 AVRIL 2017**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IMPLANTATION - AMENAGEMENT	3
1.1 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	3
1.1.1 <i>Docks et zones de stockage</i>	3
1.1.2 <i>Unité mobile de dépollution</i>	3
1.2 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	3
1.3 COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS	3
1.4 ACCESSIBILITE.....	4
1.5 VENTILATION.....	4
1.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....	4
1.7 RETENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL	4
1.8 CUVETTES DE RETENTION.....	5
1.9 MAINTENANCE	5
1.10 CANALISATION ET RESEAUX DE TRANSPORT DE FLUIDES	5
1.11 IDENTIFICATION DES PRODUITS DANGEREUX	6
1.12 INTEGRATION DE L'INSTALLATION DANS SON ENVIRONNEMENT	6
1.13 LUTTE CONTRE LES NUISIBLES.....	6
ARTICLE 2 : EXPLOITATION - ENTRETIEN.....	6
2.1 CONSIGNES GENERALES D'EXPLOITATION	6
2.2 ENTREPOSAGE	7
2.2.1 <i>Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution</i>	7
2.2.2 <i>Entreposage des pneumatiques</i>	7
2.2.3 <i>Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution</i>	7
2.2.4 <i>Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution</i>	8
2.3 DEPOLLUTION, DEMONTAGE ET DECOUPAGE	8
2.3.1 <i>L'opération de dépollution</i>	8
2.3.2 <i>L'opération de démantèlement</i>	9
2.4 HYGIENE ET SECURITE SANITAIRE DU PERSONNEL.....	9
ARTICLE 3 : RISQUES	9
3.1 LOCALISATION DES RISQUES.....	9
3.2 MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	9
3.3 INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....	10
3.4 PROTECTION CONTRE LES CYCLONES.....	10
3.5 INTERDICTION DE FEUX	11
3.6 CONSIGNES DE SECURITE	11
3.7 SECURITE DU PUBLIC	11
ARTICLE 4 : EAU	12
4.1 PRELEVEMENTS.....	12
4.2 RESEAUX DE COLLECTE	12
4.3 TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES	12
4.4 CONDITIONS DE REJET	13
4.5 VALEURS LIMITES DE REJET	13
4.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	14
4.7 EPANDAGE.....	14
ARTICLE 5 : AIR - ODEURS.....	14
5.1 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	14
5.2 ENVOL DES POUSSIERES ET AUTRES MATIERES	14
5.3 CONDITIONS DE REJET	14
ARTICLE 6 : DECHETS.....	15
6.1 DECHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION	15
6.2 DECHETS ENTRANTS.....	15
6.3 DECHETS SORTANTS.....	15
6.4 REGISTRE ET TRAÇABILITE.....	15
6.5 BRULAGE.....	16
ARTICLE 7 : BRUIT ET VIBRATIONS	16

ARTICLE 8 : AUTOSURVEILLANCE.....	16
ARTICLE 9 : CESSATION D'ACTIVITE	17
ANNEXE 1 : LISTE DES DOCUMENTS A PRODUIRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES.....	18

ARTICLE 1 : IMPLANTATION - AMENAGEMENT

1.1 Description des installations

1.1.1 Docks et zones de stockage

Les installations, objet du présent arrêté, sont composées comme suit :

- lot n°614 :
 - deux docks juxtaposés (administratif, clientèle, stockage, démontage léger, lavage, magasin de pièces détachées etc.) ;
 - une aire de stationnement des véhicules hors d'usage dépollués ;
 - l'habitation du gardien.
- lot n°590 :
 - zone de stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution ;
 - atelier de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage.

Chaque lot possède son propre accès principal depuis la rue Papin. Le lot n°614 est également accessible depuis la rue Marconi et peut être utilisé par les services de secours en cas de nécessité.

1.1.2 Unité mobile de dépollution

L'équipement de dépollution comprend :

- une unité mobile de dépollution sur rétention avec un toit bâché pour le transport ;
- un moyen de perçage des réservoirs de carburant ;
- une cuve de 940 litres pour les huiles ;
- une cuve de 490 litres pour le liquide de refroidissement moteur ;
- une cuve de 260 litres pour le liquide lave glace ;
- une pompe à membrane pour chaque produit (gazole, essence sans plomb, liquide de refroidissement, lave-glace et huiles) ;
- une bombonne pour le liquide de frein ;
- un système de récupération double sur bras articulé pour les huiles « boîtes et moteurs » ;
- un bras récupérateur fréon (R134a) ;
- deux nourrices de commande ;
- un enrouleur air ;
- une cisaille hydraulique pour pots catalytiques.

Une inversion du système de pompage permet la vidange des réservoirs de l'unité mobile.

1.2 Conception des installations

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncées dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier de porter à connaissance.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

1.3 Comportement au feu des bâtiments

Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux incombustibles.

Le sol des aires et des locaux de stockage est incombustible.

Les locaux présentent les caractéristiques de résistance aux feux minimales R 15.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).

1.4 Accessibilité

L'installation dispose en permanence, pour chaque lot, d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Le lot n°614 est notamment équipé de deux accès de secours.

En dehors des limites du site constituées à l'arrière du site par des talus abrupts et, en façade de la rue Papin, de murs de soutènement de 3 mètres, l'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules, dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

1.5 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

1.6 Installations électriques

Les installations électriques sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur et sont appropriées aux risques et aux activités exercées.

Chaque lot est équipé d'un compteur électrique individuel.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation.

1.7 Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche et aménagé de façon à pouvoir recueillir les eaux polluées et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Du matériel adapté à l'absorption des produits susceptibles d'être répandus accidentellement sur le sol est mis en place.

Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités dans des conditions satisfaisantes.

Les aires de réception des véhicules non dépollués, les aires de dépollution et de démontage des véhicules sont étanches et reliées à des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures. Les vidanges des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont réalisées régulièrement et, en tant que de besoin, notamment à la suite d'incident de déversement. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

1.8 Cuvettes de rétention

Tout stockage (y compris ceux en fûts et en bidons) d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est contrôlable à tout moment.

Les cuvettes de rétention sont correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et eaux pluviales. Tout risque de débordement des cuvettes est maîtrisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y déversant.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

1.9 Maintenance

L'établissement dispose en permanence de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, filtres, etc.

1.10 Canalisation et réseaux de transport de fluides

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques

appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations et vannes associées sont construites, exploitées et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les plans de tous les réseaux sont établis par l'exploitant, mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.

1.11 Identification des produits dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans la délibération n°323/CP du 26 février 1999 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et à la fiche de données sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect par son personnel des conditions d'utilisation de ces produits.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à l'arrêté n°656 du 21 mars 1989 relatif aux substances et préparations dangereuses notamment à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les produits de nettoyage sont présents en petite quantité. Tout rejet direct dans le milieu naturel est interdit. Un bidon de chaque produit est stocké dans le dock de dépollution dont le sol est imperméabilisé et en rétention.

1.12 Intégration de l'installation dans son environnement

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

1.13 Lutte contre les nuisibles

Toutes dispositions sont prises afin d'empêcher la présence de rongeurs et d'animaux nuisibles. La démoustication est effectuée en tant que de besoin.

ARTICLE 2 : EXPLOITATION - ENTRETIEN

2.1 Consignes générales d'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation ainsi que des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

En dehors des heures d'ouverture, l'accès au site est interdit à toute personne étrangère au service. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation. De même, une signalisation interdisant le dépôt de déchets à l'extérieur du site est apposée.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs sont conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement. Le matériel de manutention est adapté aux besoins de l'installation et entreposé dans des conditions adaptées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

2.2 Entreposage

2.2.1 Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

L'entreposage de véhicules hors d'usage sur la voie publique est interdit. Les véhicules hors d'usage occasionnellement déposés sur la voie publique à l'entrée du site pour être réceptionnés doivent immédiatement être repris et acheminés vers la zone d'entreposage dédiée au sein de l'installation.

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf dans le cas où des étagères à glissières superposées (type rack) sont utilisées.

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de 15 jours.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

L'affectation des différentes zones de stockage des déchets est clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles des déchets dangereux comportent, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

2.2.2 Entreposage des pneumatiques

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une benne dédiée à ce stockage.

La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est distante d'au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

2.2.3 Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution

Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation, hormis pour les pièces détachées du magasin.

L'installation dispose à tout moment d'une quantité suffisante de produits absorbants en cas de déversement accidentel.

2.2.4 Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Les véhicules hors d'usage dépollués sont placés sur le parc de stationnement de 250 places situé sur le lot n°614.

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une allée de 3 mètres minimum permet aux secours d'intervenir sur la zone de stationnement.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protections adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

Si le véhicule hors d'usage n'a plus aucune valeur marchande, la carcasse est confiée à un centre de broyage qui assure la séparation des matières et le recyclage des métaux.

2.3 Dépollution, démontage et découpage

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

2.3.1 L'opération de dépollution

2.3.1.1 Mise en sécurité

La mise en sécurité des véhicules hors d'usage, effectuée dès l'arrivée sur site, comprend les étapes suivantes :

- branchement à la masse, retrait de la batterie et vérification de l'absence d'une deuxième batterie dans le véhicule ;
- mise hors service des équipements pyrotechniques (airbags) et dégazage des réservoirs de gaz (R134a) ;

2.3.1.2 Dépollution

La dépollution est réalisée comme suit :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont déposés (sauf pour les blocs moteurs en état de fonctionnement, les filtres à huile et à carburant sont laissés dans les moteurs en état pour la vente), stockés dans un fût puis pressés pour récupérer l'huile usagée et diminuer le volume du déchet à évacuer par un prestataire spécialisé ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds (plomb, mercure, cadmium et chrome) telles que filtres à particules, masses d'équilibrage, convertisseurs catalytiques, commutateurs au mercure et la/les batterie(s), sont déposées ;
- les pots catalytiques sont déposés.

Certaines pièces peuvent ne pas être vidangées des fluides après démontage, si leur réutilisation le rend nécessaire.

2.3.1.3 Nettoyage de la zone de dépollution

Le nettoyage de la zone consiste au :

- ramassage des pièces tombées pendant la dépollution ;
- déversement des fluides dans les conteneurs adaptés ;
- rangement des outils et à l'arrêt du compresseur.

2.3.2 L'opération de démantèlement

Après dépollution, le véhicule hors d'usage est déplacé sur l'un des trois ponts de démontage. Les pièces destinées à la revente (pièces de rechange d'occasion) sont démontées, nettoyées, vérifiées et enregistrées puis stockées.

L'aire dédiée au démantèlement est distante des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations de démantèlement ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Les opérations de dépollution et de démontage ne sont pas réalisées concomitamment sur l'installation.

Le sol de cette aire est imperméable et muni de rétention.

Le verre ainsi que les composants volumineux en matière plastique sont démontés par une entreprise spécialisée.

2.4 Hygiène et sécurité sanitaire du personnel

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition de ses employés les équipements de protection ainsi qu'une trousse de premiers secours adaptés aux risques de l'installation. Il s'assure de leur bonne utilisation et de leur disponibilité.

ARTICLE 3 : RISQUES

3.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives, émanations toxiques, etc.) qui la concerne. Ce risque est signalé.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Un registre tenu à jour indique la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

La documentation technique du matériel utilisé est rédigée en français et mise à disposition du personnel concerné.

3.2 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres sont étudiés avec un soin proportionné à la nature et à l'importance des conséquences de ceux-ci.

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres

maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;

- deux robinets d'incendie armés *a minima*, l'un à l'extérieur sur la façade Est de l'atelier de dépollution et l'autre à l'extérieur à mi-parcours sur la plateforme de stockage des véhicules hors d'usage dépollués ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- une réserve de sable à l'atelier de dépollution ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Les secours extérieurs sont immédiatement prévenus en cas d'accident ou de sinistre ;
- d'une alarme incendie audible dans tous les locaux avec report d'alarme sur les téléphones portables du gérant et du gardien ;
- un système de détection des fumées composé de 7 détecteurs dans l'atelier de dépollution dont un au-dessus de l'armoire électrique ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les matériels d'incendie, de traitement d'épanchement et de fuites (produits d'absorption, neutralisant) et les masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) sont disponibles sur le site à tout moment.

L'exploitant dispose d'un plan d'évaluation et d'intervention contre le risque incendie. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Un contrôle trimestriel supplémentaire (vérification fonctionnelle, essai, manipulation de lance) est opéré sur les robinets d'incendie armés.

L'entretien des espaces verts est réalisé régulièrement afin d'éviter toute propagation de feu dans la végétation avoisinante. Une attention particulière est apportée à l'élagage de la végétation autour de la zone de stockage des véhicules non dépollués et du dock de dépollution sur une distance de deux mètres minimum. La végétation autour de l'habitation du gardien est également entretenue.

3.3 Installations électriques

Dans les locaux d'entrepôts de déchets dangereux, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les installations électriques sont contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans pour les locaux du premier groupe et tous les 3 ans pour les locaux du deuxième groupe par un organisme agréé par le comité territorial pour la sécurité des usagers de l'électricité (COTSUEL) qui doit mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. Ce rapport de contrôle est tenu, en permanence sur site, à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4 Protection contre les cyclones

Les installations et équipements sont conçus, implantés et exploités pour résister aux vents cycloniques, selon les règles applicables en Nouvelle-Calédonie.

Une procédure de gestion du risque cyclonique est élaborée et portée à la connaissance du personnel. Des dispositifs adaptés sont mis en place pour éviter l'envol de déchets en cas de cyclone.

3.5 Interdiction de feux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 3.1, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractère apparent.

3.6 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des présentes prescriptions sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones prévues à l'article 3.1 ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets dangereux ;
- les règles de sécurité à respecter ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident.

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont régulièrement mises à jour et font apparaître la date de dernière modification de chacune. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

3.7 Sécurité du public

Les piétons circulent de manière sécurisée depuis l'entrée du site et les parkings jusqu'à la zone clientèle.

Une barrière placée entre l'entrée de la zone clientèle et l'aire de stationnement des véhicules hors d'usage dépollués permet de baliser la zone accessible au client dès son entrée dans la société.

Les accès au parking de stockage des véhicules dépollués, aux zones de stockage des pièces détachées, à la zone de stockage des véhicules non dépollués et à la zone de dépollution sont interdits au public.

Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés. Les voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons.

ARTICLE 4 : EAU

4.1 Prélèvements

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif anti-retour.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. L'usage du réseau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien de ce réseau.

4.2 Réseaux de collecte

Le réseau de collecte est de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur du site.

Les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou potentiellement polluées suite à un déversement accidentel. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur, sauf cas exceptionnel dûment autorisé.

Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour et daté, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3 Traitement des effluents liquides

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées à l'article 4.5, sont dimensionnées et conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

Les installations de traitement des eaux et effluents liquides sont correctement entretenues à un rythme régulier assurant leur bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les eaux de ruissellement internes au site susceptibles d'être polluées sont canalisées vers un déboureur-séparateur d'hydrocarbure muni d'un by-pass d'orage. Le déboureur-séparateur d'hydrocarbures est vidangé et curé dès lors que le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas selon la fréquence définie à l'article 8, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder 2 ans.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des installations, des locaux et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers une installation de traitement des eaux résiduaires.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas rejetées sur les aires d'exercice ; elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Les eaux pluviales non polluées peuvent être évacuées directement vers le milieu naturel. Les eaux de pluies collectées par un caniveau au nord du bâtiment du lot n°614 transitent par un déboureur de 1000 litres avant d'être rejetées dans le réseau unitaire de la rue Papin.

Les eaux pluviales ruisselant sur le parking de véhicules hors d'usage non dépollué sont dirigées par une cunette vers un déboureur de 2000 litres puis un séparateur d'hydrocarbures de 15 l/s équipé d'un by-pass d'orage. Ce même séparateur d'hydrocarbures récupère également les eaux de lavage de l'atelier de dépollution/démontage.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessus.

Les eaux du local de lavage des pièces détachées situé dans le dock du lot n°614 sont traitées par un déboureur de 2000 litres et un séparateur d'hydrocarbures de 8l/s.

4.4 Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel et dans le réseau d'assainissement collectif sont en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. Il y a deux points de rejet des eaux pluviales sur le lot n°590.

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Les eaux traitées de l'installation se rejettent dans le réseau unitaire de la rue Papin dont le rejet final est l'Anse Uaré.

4.5 Valeurs limites de rejet

Sans préjudice des éventuelles conventions et autorisations de déversement dans le réseau public, les effluents liquides en sortie des déboueurs et séparateurs d'hydrocarbures de l'installation font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

Paramètres et méthodes de référence	Rejet dans le réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration
pH	5,5 – 8,5
Température	< 30 °C
MES	35 mg/L
DCO	125 mg/L
DBO5	30 mg/L
Chrome hexavalent	0,1 mg/L
Plomb	0,5 mg/L
Hydrocarbures totaux	5 mg/L
Métaux totaux	15 mg/L

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés selon des méthodes normalisées reconnues et en vigueur.

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés est effectuée annuellement, par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées, pour les eaux transitant par les déboueurs-séparateurs d'hydrocarbures. Le point de mesure et d'échantillonnage est situé directement en aval du séparateur. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation, en période d'écoulement (débit non nul), et constitué, soit par un prélèvement

continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats d'analyse sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par les présentes prescriptions.

4.6 Prévention des pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Les surfaces souillées par des produits dangereux pour l'environnement sont régulièrement nettoyées afin d'éviter le transport des polluants.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

4.7 Epandage

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

ARTICLE 5 : AIR - ODEURS

5.1 Prévention des pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter à la source les émissions de poussières, d'odeurs ou d'envols des déchets.

Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.

Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.

5.2 Envol des poussières et autres matières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir la formation de poussières et envols de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

L'échappement des gaz de combustion des engins et véhicules ne comporte aucune obstruction risquant de gêner la diffusion des effluents gazeux, les engins sont entretenus et contrôlés très régulièrement, répondant aux normes en vigueur en matière d'émissions de gaz de combustion.

5.3 Conditions de rejet

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du stockage temporaire des déchets. Lorsqu'il existe des sources potentielles d'odeurs difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.

Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'émettre des émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des bennes pouvant être recouvertes si nécessaire.

ARTICLE 6 : DECHETS

6.1 Déchets produits par l'installation

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution et traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement de la province Sud.

6.2 Déchets entrants

Seuls sont admis dans l'installation les véhicules hors d'usage.

Les déchets ne peuvent pas être acceptés en dehors des heures d'ouverture de l'installation et sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.

Le carburant et la batterie sont immédiatement extraits des véhicules hors d'usage à leur arrivée sur site et sont ainsi stockés 15 jours maximum avant complète dépollution et démontage.

6.3 Déchets sortants

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article 412-1 du code de l'environnement de la province Sud.

Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :

- la nature des déchets ;
- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.

6.4 Registre et traçabilité

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées pour chaque véhicule terrestre hors d'usage transitant par l'installation les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le numéro d'ordre attribué au véhicule hors d'usage et tagué sur la carrosserie ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom, prénom ou dénomination social et l'adresse du vendeur ou déposant du véhicule hors d'usage ;
- nature et numéro de la pièce d'identité présentée par le vendeur ou le déposant ;
- description précise du véhicule automobile (genre, marque, type, année, numéro dans la série du type, relevé du compteur kilométrique) ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation et le type de traitement (remise en état, destruction...) du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- en cas de vente du véhicule à un tiers : la date, le nom de l'acheteur et la nouvelle immatriculation.

Les registres sont doublés d'une version informatique, conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.5 Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE 7 : BRUIT ET VIBRATIONS

Les installations sont construites, équipées et exploitées conformément à la délibération n° 741-2008/BAPS du 19 septembre 2008 relative à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.

ARTICLE 8 : AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant met en place, à ses frais et sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions.

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées et dans le mois qui suit leur réalisation.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de poussières. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.

La périodicité de l'autosurveillance est définie dans le tableau suivant :

Type d'analyses ou contrôles	Fréquence
Contrôle des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures	Hebdomadaire
Entretien des débourbeurs-séparateurs	Semestrielle
Vidange des débourbeurs-séparateurs	dès que le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et <i>a minima</i> annuelle
Analyses de l'effluent en sortie du séparateur d'hydrocarbures telles que définie à l'article 4.5	Annuelle
Contrôle de l'ensemble du matériel de lutte contre l'incendie	tous les ans et tous les 3 ans conformément à l'article 3.3
Contrôle des installations électriques	Annuelle pour les locaux du 1 ^{er} groupe et tous les 3 ans pour les locaux du 2 ^{ème} groupe
Analyses de bruit	Tous les 6 ans

ARTICLE 9 : CESSATION D'ACTIVITE

L'exploitant notifie au président de l'assemblée de province la date de l'arrêt définitif de son installation au moins trois mois avant la cessation d'activité.

Un dossier, remis en trois exemplaires, est joint à cette notification comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire relatif à l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 412-1 du code de l'environnement de la province Sud et mentionne notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles polluées le cas échéant ;
- les mesures de limitation ou d'interdiction concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, assorties, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;
- les mesures d'évacuation ou d'élimination des produits dangereux présents sur le site ;
- les mesures d'interdiction ou de limitation d'accès au site ;
- les mesures de suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- le cas échéant, les mesures de surveillance à mettre en œuvre pour suivre l'impact de l'installation sur son environnement.

ANNEXE 1 : LISTE DES DOCUMENTS A PRODUIRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Documents à tenir à disposition de l'inspection des installations classées

Documents
Dossier de demande d'autorisation initial
Arrêtés provinciaux relatifs à l'installation pris en application de la réglementation des installations classées
Plans de l'installation tenus à jour (réseaux, etc.)
Relevés de la consommation d'eau
Plan d'évaluation et d'intervention contre le risque incendie
Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments
Rapports de contrôle des installations électriques
Registre de contrôle et d'entretien des moyens de lutte contre l'incendie
Registre de contrôle des installations de traitement des effluents
Registres de gestion des déchets
Registre des produits dangereux
Bordereaux de suivi des déchets dangereux

Documents à transmettre à l'inspection des installations classées dans les 2 mois qui suivent leur réalisation

Documents	Fréquence de transmission
Résultats des mesures de suivi des rejets	Annuelle
Résultats de surveillance des émissions sonores	Dans le mois qui suit la réalisation des mesures

Tous les rapports de contrôle et registres mentionnés sont conservés durant six ans minimum à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.